

JDJ

Le Journal Du Jeudi - N°49- Du 11 au 18 Avril 2019

NOUVEAU GOUVERNEMENT CHEIKH OUMAR HANNE UN CHEVEU "SUR" LA SOUPE ?



Allez à Gawlo.net & cliquez pour télécharger !

JDJ

Le Journal Du Jeudi

A FOND DANS L'INFO DÉCALÉE !



POUR VOS INSERTIONS

33 827 33 31 / 77 503 00 10

Editeur & Directeur de publication : Mansour Dieng

Rédacteur en chef : Marc Senghor

Conseiller éditorial : Salif Samb

Développement: Momo Dieng

Infographie: Isopubli@gmail.com

Tél : 33 827 33 31 - Commercial : 77 503 00 10

- email :cordior@orange.sn

EDITO

MACKY - MAHAMMED BOUN ABDALLAH DIONNE

LE TEMPS D'UN MIEUX D'ETAT

Comme on s'y attendait, le président de la République Macky Sall a reconduit Mahammed Boun Abdallah Dionne au Premier ministre et l'a nommé simultanément au poste stratégique du Secrétariat général de la Présidence. C'est la reconnaissance du travail accompli, la récompense d'une fidélité sans faille à Macky Sall depuis qu'il était directeur de cabinet de ce dernier sous le magistère de Wade. Dionne est l'atout confiance du chef de l'État, raison pour laquelle, il sera l'une des pièces maîtresses sur laquelle le Président Sall comptera pour amorcer son dernier mandat décisif. Aujourd'hui, c'est le sacre de la loyauté, de la confiance, de l'expérience mais aussi de la compétence. Et sur la base de ces qualités, Dionne entend impulser la politique du Chef de l'Etat qui produira un mieux d'Etat. Selon Mahammed Dionne, « il est venu un temps nouveau, le temps d'un mieux d'Etat pour rapprocher justement l'administration des administrés comme le chef de l'Etat en parle très souvent à travers le concept d'administration de développement ».

Né le 22 septembre 1959 à Gossas, Mahammed Boun Abdallah Dionne, selon les informations recueillies sur Wikipédia, est diplômé en 1983 de l'Institut d'informatique d'entreprise (IIE) de France, grande école d'ingénieurs devenue l'Ecole nationale supérieure d'informatique pour l'industrie et l'entreprise (Ensiie). Il est également titulaire d'un diplôme de troisième cycle en économie internationale et globalisation, spécialité Politiques économiques et sociales de l'université de Grenoble. Il a participé à de nombreuses formations organisées conjointement par la BCEAO et l'Institut du FMI.

Mahammed Dionne a également suivi des formations délivrées par l'Institut de la Banque mondiale en particulier sur le financement des infrastructures et leur accès par les plus pauvres. Il a commencé sa carrière professionnelle en 1983, à la compagnie IBM (division des opérations extérieures), en qualité d'ingénieur technico-commercial, avant de rejoindre en 1986, la BCEAO. En 1997, il a été détaché par la BCEAO auprès du gouvernement du Sénégal.

Dans le cadre de son détachement, Mahammed Dionne a occupé de 1997 à 2003, les fonctions de directeur de l'Industrie au ministère chargé de l'Industrie, puis de chef du Bureau économique du Sénégal à Paris avec rang de ministre-conseiller, de 2003 à 2005, et enfin, de directeur de cabinet du Premier ministre Macky Sall de 2005 à 2007. Après l'élection de Macky Sall à la présidence de l'Assemblée nationale du Sénégal, Mahammed Dionne devient son directeur de cabinet de 2007 à 2008.

Par la suite, il est nommé représentant de l'Onudi en Algérie jusqu'en décembre 2010. De 2011 à mars 2014, il exerce les fonctions de coordinateur sénior de la coopération industrielle sud-sud puis, comme chef du programme de l'Onudi pour l'Afrique et les pays les moins avancés. Inconnu du grand public, il est nommé Premier ministre en 2014. Depuis lors, il s'est comporté comme la sentinelle du Président, le défendant en toute occurrence. Il a défendu l'Etat contre les accusations d'Ousmane Sonko sur l'affaire Pétrotim.

Aujourd'hui, Dionne incarne une double facette : technocrate et politique en même temps. Plus proche collaborateur du Président en tant Secrétaire général de la Présidence, il devient de facto, le deuxième patron du palais. Comme le dit Samy Cohen dans son ouvrage "Les conseillers du Président", « le Secrétaire général de la Présidence joue simultanément les rôles de collaborateur privilégié du Président, de courroie de transmission avec le gouvernement ». C'est ce que confirmait le Général De Gaulle quand il disait que « le Secrétaire général est au centre et au courant de tout ». En cela, il s'assimile à un Premier ministre-bis. Sous l'ère d'Abdou Diouf, Jean Collin, Secrétaire général de la Présidence, a été plus puissant que le Premier ministre Habib Thiam.

Connu pour son franc-parler mais provocateur avec ses justes oracles, Dionne se caractérise par le consensualisme qui se dégage autour de sa personne. Tout le monde s'accorde à dire que Boun Dionne est un bosseur pour avoir bien conduit le PSE et implémenté la vision de son leader là où ses prédécesseurs à la Primature ont échoué. Au plan politique, il a conduit la liste victorieuse de Bennoo lors des dernières législatives. C'est lui qui a coordonné le Pôle programme du candidat Macky Sall à la dernière présidentielle. On se rappelle l'annonce affolante de la victoire de son candidat au soir du 24 février qui a créé tout un désordre dans la scène politique. Il l'avait fait à propos du nombre de candidats qui franchiraient l'obstacle des parrainages. Ça aussi, c'est du Boun Dionne, il sait allumer des contrefeux pour rester maître de la communication publique politique.

Une nouvelle ère s'ouvre avec la suppression imminente du poste de Premier ministre. Et l'actuel Secrétaire général qui conduira la réforme donnera le ton pour aller vers cette ère du mieux d'Etat auquel aspirent les Sénégalais.

Mark Senghor

CHEIKH OUMAR HANNE,

LE VENTRE MOU DU MACKYE II

La tare congénitale de ce gouvernement est la nomination de Cheikh Oumar Hanne, désormais ex-directeur du Coud. Selon des informations recueillies à Seneweb, le rapport de l'Ofnac 2014-2015 accuse Cheikh Oumar Hanne de fractionnement des commandes dans les marchés, l'octroi de subventions irrégulières, des pratiques de détournements de deniers publics et de faux et usage de faux.

Outre l'action judiciaire, l'Ofnac demande dans son rapport que Cheikh Oumar Hanne soit relevé de ses fonctions de directeur du Coud et que toutes les mesures soient prises pour qu'il ne lui soit plus confié la responsabilité de diriger un organe public. Dans le détail, le Directeur du Coud a effectué un certain nombre de dépenses à l'occasion d'une cérémonie de visite, au Campus, du Chef de l'Etat. Le rapport constate le versement de subventions au Régisseur pour les dépenses suivantes : 8 millions FCFA destinés aux étudiants de l'Ucad, 15 millions FCFA pour l'habillement d'accueil pour les étudiants, 32 millions FCFA pour l'habillement des femmes et des hôtes du Coud, 34 millions pour la confection de tee-shirt, body et casquettes pour tous les étudiants et le personnel du Coud. Un total de 89 millions a été engagé pour la cérémonie d'accueil au Président de la République. Alors que la décision

d'octroi des subventions est prise le 13 août 2015, et que la cérémonie était prévue pour le 31 décembre 2015. Il y a donc postériorité de la décision par rapport à l'événement que les dépenses sont censées couvrir. Pire, le document démontre qu'il n'y a aucune trace de l'effectivité des dépenses: pas de procès-verbaux de réception, pas de matières reçues dans le service.

Cheikh Oumar a été encore cité par l'Autorité de régulation des marchés publics (ARMP) dans son rapport 2016 comme faisant partie des mauvais élèves de la gestion « sobre et vertueuse ». En cause, l'exécution des marchés dont le montant s'élève à 851 064 340 F CFA.

Dans le document, le cabinet KPMG qui a fait l'audit, révèle que les personnes impliquées dans la passation desdits marchés n'ont pas signé la charte de transparence et d'éthique pour la gestion 2016. Le rapport relève également plusieurs anomalies dont « le retard dans la mise en place de la Commission des marchés publics en violation de l'arrêté N°00864 du 22 janvier 2015, l'absence de fichier de fournisseurs agréés, des documents de paiements pour l'ensemble des Appels d'Offres Ouverts... ». C'est le cas également pour l'avenant au marché de clientèle S0110/15, relatif à la gestion et exploitation du bloc restaurant de Bambey (Bambey 1, Lambaye 2, Diourbel et Ngoundiane) pour un montant de 700 millions FCFA attribué à Touneg International.

Ces scandales financiers qui élaboussent Cheikh Oumar n'ont jamais fait l'objet d'un démenti sérieux de la part du mis en cause. Quelques conférences de presse ou interviews lui ont suffi pour s'exonérer de toutes ces accusations émanant des corps de contrôle de l'Etat. Ce qui ne le blanchit point. En définitive, Cheikh Oumar Hanne constitue le talon d'Achille de cette nouvelle équipe de la saison 2 du Macky.

Mark Senghor



MALGRÉ LA SUPPRESSION DU POSTE DE PM

Dionne reste un homme fort

On peut croire que Boun Dionne perd du « poids » en n'étant plus Pm. Mais dans les tâches et les attributions, il reste un homme de confiance mais surtout un homme fort du Palais. Du Président aussi.



Macky Sall a pris de cours tout le monde. L'on ne pouvait soupçonner que sa phrase prononcée à la fin de ce qu'on pourrait désormais qualifier de « Discours de Diamniadio », le 2 avril dernier, pouvait suggérer la suppression du poste de Premier ministre. Quoique, en filigrane, « des changements dans la gouvernance de l'Exécutif » ne pouvaient épargner les deux têtes : la Présidence ou la Primature. Alors, il ne reste qu'à suivre la suite. Car, il s'agirait là, moins de la suppression elle-même que ce qu'il mettra dans le corps du super ministre d'État, Secrétariat général de la présidence de la République. Mais aussi et surtout, les prérogatives du Pm qui seront, sans doute et à bien des égards, transférées au Secrétariat général de la Présidence. Et puis, Dionne n'est ministre d'État et Secrétaire général de la Présidence que le temps de conduire la réforme. Parce qu'il devra y avoir un autre décret précisant qu'il n'est plus Pm et conserve ses autres titres. Et encore, rien ne dit, après cette suppression, que c'est lui ou un autre qui assurera les fonctions de ministre d'État et Secrétaire général de la Présidence.

DIONNE, HOMME FORT

La succession de titres (Premier ministre, ministre d'État, Secrétaire

général de la Présidence) fait de Boun Abdallah Dionne un homme fort jusqu'à ce que Macky Sall le décharge de la fonction de Premier ministre. Ça pourrait rappeler la surcharge de Karim Wade, qui lui avait valu la caricature de « ministre de la terre et du ciel ». Et puis, c'est être naïf que de penser que Dionne a été affaibli en perdant la Primature.

L'on ne cesse de rappeler d'ailleurs, les hyper « machines » du Palais qu'étaient Jean Collin et Ousmane Tanor Dieng, qui étaient au Palais, mais qui faisaient et défaisaient des carrières. En réalité, en étant plus proche (physiquement et politiquement) du chef de l'État, il a la preuve de la confiance continue. Il voit et entend plus la voix du maître des céans. Il est davantage « contrôlé » par le chef, mais il a aussi l'avantage de contrôler les hommes du Palais.

Au fond, il n'entendrait plus « Monsieur le Premier ministre », mais il le restera en tant que coordonnateur des activités des ministres et de l'Administration. Avec les services rattachés au Secrétariat général de la Présidence, il dirige le « gouvernement du palais ». Et, sans doute, dans ce schéma du président de la République, il ne faut pas s'attendre, en dehors de Dionne, que quelqu'un d'autre porte le privilège protocolaire de ministre d'État. Il ne sera pas qu'un (simple) « collabo-

rateur », pour reprendre le qualificatif que Nicolas Sarkozy avait donné à son Premier ministre François Fillon. C'est clair. Macky Sall ne veut pas que son mandat soit miné par les ambitions des uns et des autres. Il est vrai que le Premier ministre, au vu de ses prérogatives constitutionnelles, est, trivialement, « le premier des ministres ». Et pourtant, pas que. Qu'est-ce qui expliquerait alors que cet adjectif numéral ordinal soit aussi jaloué et convoité. Et il n'occupe pas le 9ème étage du building pour être le dernier ! Il est au sommet des étages. Et, c'est parfois parce que le Pm est un escabeau vers le (vrai) sommet.

MACKY APPLIQUE UNE PROPOSITION DE HOLLANDE

L'on avait souvent comparé Macky Sall à François Hollande dans leur « normalité » prônée. Ils partagent aussi le goût de la mort du poste de Premier ministre. En octobre 2018, à l'occasion des 60 ans de la Constitution de la Ve République, le prédécesseur de Macron avait réitéré - il y avait pensé quand il était Président - sa proposition pour la suppression du poste de Premier ministre. Il considère que cela donnerait « une légitimité forte au chef de l'État ». « Je pense qu'il faut couper le nœud gordien. Il faut aller jusqu'au bout. Le président de la République doit être le seul chef de l'Exécutif. Donc plus de Premier ministre, plus de responsabilité devant le Parlement, plus de droit de dissolution », expliquait-il à la télévision française Public Sénat. Plaidant d'ailleurs « un Parlement qui ressemblera au pouvoir du Congrès américain et un président de la République qui est forcément le chef de la majorité ».

RETOUR DU SÉNAT ?

Sous cette formule de François Hollande, on peut se demander déjà si Macky Sall va revenir au Parlement bicaméral. Il faut dire d'ailleurs, qu'à ce propos, certains proches du chef de l'État comme Mounirou Sy et Moustapha Diakhaté ont récemment émis le souhait d'un retour du Sénat qui induirait la suppression du Haut conseil des collectivités territoriales (Hcct).

EN HAUSSE

Mohamed Thiam

Mohamed THIAM, jeune Sénégalais, passionné de l'informatique, des nouvelles technologies de façon générale, a conçu Zuri, un drone intelligent qui exécute des commandes vocales. Après un DST en informatique à l'École supérieure polytechnique de Dakar, Medteck s'envole pour le Canada. Toujours collé à son clavier et face à son écran, le jeune employé du studio de développement québécois, Cortex Studio, est en train de concevoir un drone intelligent. « C'est un drone qui est capable de reconnaître des commandes vocales complexes, et de les traduire en une séquence d'actions simples afin de les effectuer de la meilleure des manières. En d'autres termes, l'utilisateur peut lui dire de faire quelque chose à travers la voix, puis le drone va interpréter ce qui a été dit et l'effectuer. » Chapeau bas !

**Les chanteurs religieux**

La Sonatel, la première société de téléphonie au Sénégal, verse 400 millions par an en redevances. C'est la patronne de la Sénégalaise des droits d'auteurs et des droits voisins (Sodav) qui a fait cette annonce. Et le plus cocasse c'est que «80% de cette somme sont reversés aux chanteurs religieux. La Sodav a payé une fois plus de 100 mille euros de droits à un chanteur religieux», informe Mme Ngongé Ndour. Preuve de leur popularité !

**Aly Haiddar**

Aly Haiddar lance une campagne inédite de reboisement du Sénégal. L'ancien ministre de l'Environnement et militant éternel de la nature compte planter sur 1 an dans tout le Sénégal, 100 millions de graines. L'action de plantation devrait débuter début Juin. La saison des pluies permettra d'arroser naturellement les semences pour augmenter leurs chances de survie. Comme quoi on peut être au service de son pays sans penser à un poste ministériel.



EN BAISSSE

Moussa Sarr

Le Secrétaire général adjoint de la Ligue Démocratique (Ld) a émis le vœu, dans un entretien accordé au journal L'As et publié dans sa parution de mercredi, de voir la coalition Benno Bokk Yakaar (Bby) vivre le plus longtemps possible. « Benno doit survivre au-delà de 2024. À la Ld, nous voulons que la coalition Bby se transforme en un grand parti de rassemblement pour garder le pays jusqu'en 2035. C'est notre souhait et nous travaillons pour y arriver », a indiqué Moussa Sarr. Simpliste ! Voilà un parti qui n'a aucune représentativité et qui veut goûter à toutes les sauces. Libérez - vous, mesieurs et dames !

**Me Ousmane Sèye**

Me Ousmane Sèye, leader de la Coalition pour l'émergence (CPE), et alliés depuis 2012 n'a pas apprécié d'avoir été laissé en rade dans le nouveau gouvernement. « C'est malheureux que la CPE, qui s'est battue avec le président, ne puisse pas gouverner avec le président ! », se désole Me Ousmane Sèye dans les colonnes de Libération. Et la compétence, Maître ? Là où vous êtes, vous pouvez servir le chef de l'Etat sans penser à être ministre. Si bien sûr vous êtes un patriote !

**Groupe Tarraf**

Un prêt de 20 milliards de Fcfa, des loyers de plusieurs millions de Fcfa, des immeubles et sociétés à la pelle..., ce sont les ingrédients du polar qui se joue autour du Groupe Tarraf. Un déchirement familial dont le dernier rebondissement est l'information judiciaire ouverte contre Said Tarraf et sa fille Allia pour association de mal-faiteurs, abus de confiance, escroquerie, tentative d'escroquerie et blanchiment de capitaux. Ils sont convoqués le 16 avril prochain par le doyen des juges pour être inculpés. En voilà une mauvaise publicité pour ce fleuron familial.



MODIFICATION DU POSTE DE 1^{ER} MINISTRE/ MACKY SALL S'EXPLIQUE :

"Il faut que l'on puisse répondre avec célérité aux demandes des populations..."

Après avoir reconduit Mahammed Boun Abdallah Dionne au poste de 1er Ministre, cumulativement cette fois avec le poste de Secrétaire Général de la Présidence, le chef de l'État l'a reçu dans son bureau. « C'est un Gouvernement rétréci que vous devez me proposer. Cela ne va pas être facile. En même temps il faudra faire une modification au poste de 1er ministre. Il faudra que l'on puisse répondre avec célérité aux demandes des populations et à la demande récurrente des jeunes sur l'emploi, aux questions de développement et à l'accès universel tel que je l'ai déjà indiqué dans le programme « ligueyeul euleuk ». Un programme qui s'incruste parfaitement dans le programme Sénégal Émergent que vous connaissez très bien et qui va correspondre à la période 2019-2024. Il faudra que nous puissions travailler la main dans la main », a dit le Président Sall. « Il faudra que nous puissions travailler. En même temps je souhaiterai vous confier les charges de SG de la Présidence de la République. Une fois la réforme passée, vous pourrez m'aider dans le suivi de la mise en œuvre de l'action du Gouvernement », a-t-il fini par dire.

Les recalés

Après la publication de la liste des nouveaux ministres du gouvernement, que de regrets ! Surtout du côté de Latif Coulibaly, Souleymane Jules Diop, et autres qui avaient fini de séduire les Sénégalais de par la force de leurs idées et de leurs convictions du temps où ils étaient de vraies vigies de la démocratie. Seulement, une fois au pouvoir, ils se sont métamorphosés, de sorte que les Sénégalais ne parvenaient plus à les reconnaître. Autant ils étaient exigeants envers Wade, autant ils semblaient complaisants avec Macky Sall, dont la gouvernance n'était pas exempte de reproches, loin s'en faut ! Aujourd'hui, la question qui s'impose est de savoir si le jeu en valait vraiment la chandelle. Parce que leur voix était d'autorité et ils donnaient des insomnies au pouvoir de Wade de par leur liberté de ton et par la force de leurs idées, ils étaient très écoutés de leurs compatriotes. Après leur passage dans le gouvernement de Macky Sall et le zèle dont ils ont fait preuve, quelle sera leur nouvelle attitude ?

Gawlo.net (avec Tribune)

APRÈS LE BILAN, L'AVENIR



Par Mamadou Ndiaye

Le Gouvernement, quel numéro de téléphone ? Le remaniement effectué, dans une discrétion surprenante mais au prix de longs conciliabules, l'équipe présentée à l'opinion dimanche soir révèle que le choix des hommes (et des femmes, bien entendu) a obéi à un délicat dosage pour parvenir à l'équilibre souhaité par le Président de la République.

Qui dit équipe, dit capitaine. Difficile dans le présent attelage d'identifier la figure du chef. Provisoirement tout au moins, Mouhammad Boun Abdallah Dionne voit son bail prolongé. A titre précaire cependant, puisqu'il est chargé de supprimer son poste de Premier Ministre à une prochaine session de l'Assemblée nationale.

Pour singulière que soit cette démarche, elle n'en est pas pour autant inédite. Car en 1984 déjà, un autre Premier ministre a eu à l'initier. Et d'ailleurs, Moustapha Niasse, pour ne pas le nommer, croisant dans les couloirs de l'auguste Maison une figure de proue du Parlement, l'apostrophe sur la particularité de sa mission du jour « défendre le projet de suppression de mon poste devant la Représentation nationale ! » Hilarité et tape à l'épaule entre les deux hommes qui regagnent alors, sérieux, l'Hémicycle. La suite est connue.

Par un hasard dont la politique a le secret, Niasse au perchoir s'apprête à présider une session parlementaire dont le scénario est écrit d'avance. La suppression de la Primature, si elle est actée, ouvre une grosse opportunité de mise sur orbite du secrétaire Général du Gouvernement, Maxime Jean Simon Ndiaye. Il est crédité d'une très grande compétence. Son style d'écriture charme le sommet de l'Etat et son effacement plaît ou du moins convient dans l'univers feutré du pouvoir où les moindres faits et gestes sont scrutés et disséqués à la loupe.

L'intéressé, lui, joue profil bas. Parce qu'il est jeune, il a donc pour lui le temps et, investi de la confiance du Président de la République dont

il est un collaborateur attiré depuis des lustres, sa tâche de coordination de l'action gouvernementale va suffisamment l'occuper pour penser à autre chose. Pour l'instant.

Cette répartition savante des rôles démontre toute l'habileté politique du Président Macky Sall qui, pour étouffer « toutes velléités d'émancipation » ou des ambitions alors qu'il vient à peine d'entamer son second mandat, s'est évertué à redessiner la cartographie de l'exécutif en rappelant à ceux qui avaient tendance à l'oublier qu'il est « la clé de voûte des institutions ». Le Premier conseil des Ministres donnera un aperçu du fonctionnement de l'appareil exécutif remodelé.

Toujours est-il que le Chef de l'Etat prend tout le monde de court en jouant le contrepied, convaincu que les transformations qu'il appelle de ses vœux s'expriment à une vaste échelle du pays. Les premières infrastructures implantées dans le pays profond ont ouvert un boulevard d'opportunités à des acteurs jusque-là confinés dans des périmètres très réduits. Le Président Sall reste déterminé à transformer l'essai avec la conviction chevillée au corps que l'équité territoriale va favoriser l'équilibre et mieux, la stabilité du Sénégal. Il avait donné un avant-goût de ses intentions lors de la cérémonie d'investiture, n'hésitant pas à pourfendre ses compatriotes qui se complaisent dans la médiocrité ou s'accommodent d'état de fait rédhibitoire.

Selon lui, Dakar, la capitale, de même que les grandes villes de l'intérieur manquent d'âme et se révèlent quelconques à ses yeux. Son adresse à la nation sonnait donc la mobilisation pour les grandes causes. Car, convaincu que le Sénégal joue son avenir à l'échelle du continent. Devant les présidents Ouattara, Nguesso, Kagamé, Tchisekedi, et Buhari, le président sénégalais voulait prendre à témoin l'auditoire que les enjeux sont autres et débordent nos frontières même si la vigilance s'impose de garantir par tous les moyens la sécurité « à nos frontières ».

Le Rwanda a montré l'exemple après s'être sorti du purgatoire génocidaire.

Désormais Kigali affiche des ambitions de leadership affirmé sous le magistère de Kagamé qui séduit au-delà des Mille Collines. Son voisin congolais tente de se réorganiser avec la ferme intention de jouer les premiers rôles dans une Afrique convoitées par les grandes puissances et perçue comme le continent pourvoyeur de ressources naturelles. Sa vitalité démographique est un autre atout de taille dans la bataille de positionnement et d'attractivité.

La Côte d'Ivoire, le Ghana et le Nigéria se disputent le leadership en Afrique de l'Ouest. Dans tous ces pays, les paramètres de décollage se mettent en place. Mieux, le projet de vaste zone de libre-échange est entré en vigueur après la ratification la semaine dernière de la Convention par la Gambie. Comment mieux pénétrer cette « cour des Grands » si ce n'est par un effort collectif de sursaut, l'attachement de tous à des valeurs d'émancipation et de libération des freins de la croissance et surtout de lutte contre les « inégalités de destins ».

Le Président de la République a plusieurs « cartes en main » pour rendre efficiente son action en s'appuyant sur une administration renouée et consciente des enjeux et de sa mission. En d'autres termes, le peuple sénégalais se réjouirait de la capacité des gouvernants à appliquer la volonté telle qu'elle s'est exprimée dans les urnes le 24 février dernier. S'il prétend avoir été élu sur son bilan, le président a de bonnes raisons de donner libre cours à son dessein de placer le Sénégal sur l'orbite du succès. La réorganisation du Ministère de l'Économie et de Finances obéit à cette logique de simplification et de proximité fondée sur un assouplissement des règles de procédures. Le pétrole et le gaz préfigurent le mouvement de transformation. Après le bilan, l'avenir. Du réalisme...



IVRE DE COLÈRE CONTRE L'ABSENCE D'UN FILS D'OUSSOUYE DANS LES GOUVERNEMENTS SUCCESSIFS, DEPUIS 2012, AIMÉ ASSINE, DÉPUTÉ DE «BENNO BOKK YAKAAR»:

«MACKY SALL EST EN TRAIN DE DÉROULER LE TAPIS ROUGE À OUSMANE SONKO»



Le député du département d'Oussouye, Aimé Assine, pour ne pas le citer, n'est pas tout à fait en phase avec le président de la République, suite au remaniement du Gouvernement survenu, le dimanche dernier. Le parlementaire du Kassa déplore l'absence d'un fils du territoire dans la nouvelle équipe gouvernementale, malgré les efforts fournis par les responsables de «Benno Bokk Yakaar». A l'en croire, cette situation ne fait qu'augmenter le nombre de frustrés et joue en faveur du leader du «Pastef», Ousmane Sonko pour les élections locales à venir.

Après avoir félicité Assome Diatta pour sa nomination comme ministre du Commerce et des PM, le député d'Oussouye de rappeler que «la nomination d'un ministre fait partie des prérogatives exclusives du président de la République. C'est lui qui constitue son équipe, il doit rendre compte à la Nation. Donc, c'est lui qui choisit ses hommes, à qui il fait confiance».

Poursuivant son analyse de la nouvelle équipe gouvernementale, Aimé Assine de faire savoir, que la Casamance n'a pas, véritablement, eu ce qui lui revient, vu sa position géographique. Il déclare qu'il est de ceux qui pensent qu'il faut savoir récompenser les gens.

«Ce n'est pas parce que nous n'avons pas

gagné. Il ne faut pas penser que des gens n'ont pas travaillé. Nous sommes dans un contexte, où M. Ousmane Sonko était la seule personne, candidate de toute la région, et la Casamance toute entière. Il n'est pas scandaleux de constater qu'il ait gagné dans le sud du pays», a-t-il expliqué.

Le député de la majorité présidentielle d'Oussouye d'indiquer que «c'est de la même manière qu'Idrissa Seck a gagné à Thiès. Et comme le Président Macky Sall, lui-même, a gagné dans le Sine-Saloum, d'où il est originaire».

Aimé Assine de constater, avec regret, le basculement de la région de Ziguinchor dans l'opposition. Mais il souligne que cette situation doit être étudiée et

nécessite qu'on voie les contours de ce revirement des populations.

Parlant d'Ousmane Sonko, le député du Kassa pense que ce n'est pas l'efficacité de la personne, en tant que telle, mais, note-t-il, «c'est le contexte qui lui a été favorable. C'est bien. Mais après tout, c'est notre parent».

En colère, Aimé Assine de pester «après sept ans, nous n'avons pas bénéficié de ministres, de directeurs généraux, d'envoyés spéciaux, encore moins de chargés de mission. Oussouye mérite un leader fort, qui va bousculer, animer la base au niveau du département».

«Nous voulons un ministre originaire d'Oussouye. Parce que, dans le concert de la Nation, on parle d'unité. Et dans la définition de l'Etat, le commun vouloir de vie commune veut que les gens puissent se retrouver, dans ce qui se fait. Mais c'est le contraire qu'on voit avec ce qui est en train de se faire», déplore-t-il.

«Après sept bonnes années, le département d'Oussouye ne se retrouve pas dans ce qui est en train de se passer dans ce pays. Le département d'Oussouye, qui a fait un score de 46%, lors de la Présidentielle, mérite une récompense. Nous sommes petit de taille, mais le département regorge d'énormes cadres», affirme-t-il. Le parlementaire de rappeler: «Parmi tous les régimes qui se sont succédé au Sénégal, depuis l'indépendance, on n'a jamais eu de Gouvernement, où Oussouye n'a pas de ministre. L'histoire retiendra que c'est sous l'ère de Macky Sall qu'Oussouye n'a pas de ministre, pendant son septennat. Il faut dire, sans risque de se tromper, que le président de la République est en train de dérouler un tapis rouge pour Ousmane Sonko pour les prochaines Locales».

«C'est un manque de considération, de respect, ou reconnaissance?», voilà autant de questions que se pose Aimé Assine. Qui peine à trouver leurs réponses.

(SourceA)

FORMATION DU PREMIER GOUVERNEMENT DE MACKY II

DANS LES COULISSES DE LA NOMINATION MOUVEMENTÉE DE AMADOU BA

La composition du premier gouvernement de Macky II était très claire dans la tête du chef de l'État depuis sa retraite à Marrakech, au Maroc. Mais, des réactions inattendues de l'ancien ministre des Finances, Amadou Ba, ont perturbé les plans du Président Sall. D'où le retard accusé dans la publication de la liste. Révélation !

Por une fois, le Président Sall a géré des susceptibilités et des états d'âme. Et contrairement à ses habitudes, ses principes en ont pris un sacré coup. Mais, sans trop influencer négativement sur ses fortes convictions. Le chef de l'État a usé de beaucoup de tact et fait des concessions pour arriver à la formation du gouvernement. C'est l'une des raisons qui explique le gros retard noté dans la publication de la liste. Il y avait un cas qui a nécessité un traitement particulier. C'est celui de Amadou Ba. D'ailleurs l'information est déflorée par nos confrères du journal «Les Échos» dans sa parution du lundi, mais au nom d'un «Secret d'État», ils se sont gardés d'aller plus loin. Les informations de L'Observateur recoupées à différents niveaux révèlent que c'est la décision du chef de l'État de faire quitter Amadou Ba des Finances qui justifie l'éclatement du ministère en deux départements : un en charge de l'Économie, du Plan et de la Coopération et un autre en charge des Finances et du Budget. Le but recherché est d'écarter le titulaire du poste. Car compte tenu des résultats honorables réalisés à la tête du ministère des Finances et du miracle politique réalisé en renversant Dakar au profit de la majorité, Amadou Ba ne pouvait accepter un délestage ou un saucissonnage de son ministère, à défaut d'une promotion. Macky Sall réussit son plan visant à «désarmer» un «soldat puissant» qui devient «gênant» à cause de l'ambition présidentielle qui lui est prêtée.

Amadou Ba décline le ministère du Pétrole et des énergies

Les portes du ministère des Finances fermées derrière lui, le Président trouve un point de chute à Amadou Ba. En consultation, il lui est proposé le ministère du Pétrole et des énergies. Un département stratégique avec des attendues des découvertes du pétrole au Sénégal. Un département qui n'est pas moins balèze que les Finances, avec un budget 2019 arrêté à 142 milliards FCfa (Lfi 2019). Le seul fait gênant, c'est qu'il a une grande dépendance sur le ministère des Finances. Ce que Amadou Ba perçoit comme une «incongruité», car ne pouvant pas se retrouver avec des ressources gérées, en grande partie, par le ministère

qu'il vient de quitter. L'Argentier de l'État ne manque pas de faire remarquer sa gêne à occuper le ministère qui lui est proposé. Et avec la correction et la courtoisie qu'on lui connaît, Amadou Ba fait part de ses appréhensions au chef de l'État. Les remarques semblent convaincre le Président Sall qui cherche à être juste et compréhensif. C'est à la suite de cela que Mouhammadou Makhtar Cissé est proposé au pétrole et aux énergies. Une décision jugée «normale», compte tenu du travail titanesque effectué par le Directeur général de la Senelec pour redresser la société.

Macky «décharge» un de ses proches des Affaires étrangères pour installer Amadou Ba

La réaction de Amadou Ba perturbe les plans du Président Sall, «obligé» qu'il est de trouver un portefeuille «honorabile» en guise de reconnaissance à son «brillant» ministre des Finances. Le seul ministère de souveraineté qui sied à son rang est les Affaires étrangères. Seulement, cette option présente des limites, car le chef de l'État avait déjà consulté un de ses proches pour le lui confier. Cet homme, très déconnecté du terrain politique, est un cadre qui a travaillé dans le système judiciaire, avant de s'ouvrir vers d'autres horizons. Connu pour sa liberté de ton et son courage dans ses positions, il est un confident du chef de l'État qui le consulte souvent. Ce self-made man, parti de rien jusqu'à atteindre ce niveau, fait preuve de grandeur et comprend la contrainte majeure du chef de l'État. Évoquant le décret divin, il accepte le fait et met le chef de l'État à l'aise. Une épine ôtée du pied du président de la République. Amadou Ba «se console» du poste de chef de la Diplomatie sénégalaise. Macky a eu chaud. Macky II porte le sceau.

Gawlo.net (avec L'Obs)



ÉCLATEMENT DU MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DU PLAN :

Un ajustement salué par des spécialistes de l'économie

Le président de la République s'est engagé dans une dynamique de changements dans la gouvernance de l'Exécutif. Ainsi, avec le nouveau gouvernement, le Président Macky Sall a procédé à l'éclatement de certains départements comme le ministère de l'Économie, des finances et du plan. Pour des économistes joints par "L'Obs", Macky Sall est revenu à la bonne école en scindant ce département en deux ministères pour éviter des blocages.

Pour répondre avec plus de célérité et d'efficacité aux préoccupations des populations, le président de la République, Macky Sall, a lancé une nouvelle dynamique dans la gestion des affaires publiques. Après l'annonce de la suppression du poste de Premier ministre, le Président Sall a opté pour un Gouvernement resserré et l'éclatement de certains départements. Ce, pour plus d'efficacité dans la gestion des affaires de l'État. C'est dans ce cadre que le ministère de l'Économie, des finances et du plan a été éclaté en deux départements. Le ministère des Finances et du budget, d'une part, et le ministère de l'Économie, du plan et de la coopération, d'autre part.

MEISSA BABOU, ÉCONOMISTE-CHEPHEUR : "C'EST UNE BONNE OPTION"



Pour l'économiste-chercheur, Meissa Babou, l'éclatement du ministère de l'Économie, des finances et du plan est un bon choix pour une plus grande efficacité dans la gestion des affaires publiques. Puisque d'après l'ancien enseignant-chercheur à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (Ucad), depuis longtemps, on a confondu Économie et Finance. Meissa Babou : "c'est la bonne option. Parce que tout le temps, il y avait un mélange de genre. On confond tristement Économie et Finance. Alors que ce sont deux pôles extrêmement différents pour ne pas dire qui s'opposent. Le ministère de l'Économie dans sa fonction, c'est la recherche du besoin. Rechercher les besoins et faire une classification parce qu'on n'a jamais les moyens de tout faire. Après avoir recensé l'essentiel des besoins, on fait un ordre prioritaire. Un choix que le président de la République mettra en œuvre et qu'on appellera la vision du Président. Cette vision qui est tracée par le ministère de l'Économie est accompagnée par une planification. Pour ce qui est de la planification, elle a pour rôle de dresser un agenda". En face du ministère de l'Économie et de la planification, M.Babou rappelle que nous avons un ministère des Finances dont le rôle est

le financement de cette économie. "Si le ministère de l'Économie dit qu'il faut une route, il appartient au ministère des Finances d'aller chercher l'argent pour le financement de ce projet. Son rôle, c'est de trouver des ressources locales à travers la fiscalité. Ensuite, si ça ne suffit pas, il a l'obligation d'aller à l'extérieur chercher de l'argent pour combler de gap de financement", explique-t-il. Avant d'ajouter que cette bonne option du Président Sall, est un retour au temps de Abdou Diouf, le ministère de l'Économie et du plan était différent de celui des Finances et de la coopération. On est revenu à la bonne école : séparer les fonctions pour une meilleure fonctionnalité. C'est une bonne chose", fait-il savoir. Son collègue Mounirou Ndiaye en rajoute une couche.

MOUNIROU NDIAYE, ÉCONOMISTE : "LE FAIT DE SCINDER LE MINISTÈRE PERMET D'ÉVITER DES BLOCAGES"



Pour l'économiste et enseignant-chercheur à l'Université de Thiès, le chef de l'État a répondu à des soucis d'efficacité en scindant le ministère de l'Économie, des finances et du plan. Mieux, d'après lui, l'éclatement dudit ministère permettra d'éviter certains blocages et de respecter des engagements sous-régionaux que le Sénégal avait pris dans le cadre de l'Union économique et monétaire ouest africaine (Uemoa). Mounirou Ndiaye : "C'est une bonne idée d'éclater le ministère de l'Économie, des finances et du plan. Mais, le fait de scinder n'aura pas d'incident sur le budget. L'essentiel, c'est que l'exécution des programmes publics puisse se faire dans l'efficacité et dans la célérité. Il faut saluer l'effort de synthèse du Président. Le ministère de l'Économie et des finances concentrait beaucoup de pouvoirs. Quand on met Économie, Finance et Plan entre les mains d'une seule personne, il peut y avoir des blocages. Donc, le fait de scinder ce ministère peut répondre à certaines réformes qui sont en cours. Le Sénégal s'est inscrit dans la réforme budget-programme initiée par l'Uemoa depuis 2009. Aujourd'hui, le fait d'avoir un ministère des Finances et du budget exclusivement peut permettre d'absorber cette réforme et la mettre en œuvre dans de bonnes conditions."

Gawlo.net (L'Obs)

RENCONTRE AVEC LE TOUT NOUVEAU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES :

D'ANCIENS FONCTIONNAIRES INTERNATIONAUX TENDENT LA MAIN À AMADOU BA



PARCELLES ASSAINIES :

Amadou Ba quitte les Finances, mais obtient le soutien de sa base

L'Association Sénégalais des anciens fonctionnaires internationaux (ASAFI) a réitéré, mardi, sa volonté de rencontrer le tout nouveau ministre des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'extérieur, pour lui présenter leur offre et l'informer de leurs actions. C'est ce qu'a indiqué, hier, Makan Faye, le président de l'ASAFI.

Regroupant des retraités du système des Nations Unies, la structure a été créée le 13 juillet 2006 à Dakar. Mais elle est restée presque en veille jusqu'en mai 2017 et sa rencontre avec l'ancien ministre des Affaires étrangères, Mankeur Ndiaye. "Il n'y a pas de blocage présentement. Mais il y avait un blocage quand l'association était créée en 2006. Et depuis qu'on est revenu ensemble et que nous avons repris le flambeau, on se réunit régulièrement et on a aussi adhéré à la fédération internationale", a déclaré M.Faye. Dans le cadre de la redynamisation de ses activités, l'ASAFI, qui a fait face à la presse, ce mardi, a renseigné, à travers son président qu'elle a "mis en place un plan d'assistance avec Mankeur Ndiaye. Malheureusement, après son départ, nous avons essayé d'entrer en contact avec son successeur (NDLR : Me Sidiki Kaba), sans succès. Nous espérons avoir une audience avec le tout nouveau ministre des Affaires étrangères (Amadou Ba) et lui présenter notre offre". "Nous sommes des personnes qui ont travaillé pendant beaucoup d'années au niveau international pour le Sénégal, pour les pays africains aussi et nous comptons mettre notre expertise à disposition de notre pays, a ajouté Makan Faye. Jusqu'à présent, on est sollicité par d'autres institutions au niveau mondial. Nous avons des collègues qui travaillent en tant qu'experts ou bien consultants pour des institutions internationales comme la Banque mondiale, la Bad, l'Union africaine, l'Union européenne. Et je pense que cette expertise-là, on peut la mettre à la disposition de notre pays". "Nos attentes par rapport au ministre des Affaires étrangères, c'est un problème d'engagement. Je pense qu'aujourd'hui, qu'on ait 100 francs CFA ou 1000 francs CFA, nous devons quelque chose à notre pays et nous devons le rendre à ce pays.

Gawlo.net (avec Voxpopuli)

Le départ d'Amadou Ba à la tête du ministère de l'Économie, des Finances et du plan pour rejoindre celui des Affaires Étrangères est vu par beaucoup de responsables Apr des Parcelles Assainies comme une grande marque de reconnaissance et de confiance du Président de la République envers sa personne. Selon Khady Diop Sow, responsable politique Apr dans la commune, cette nomination traduit toute la confiance que le président place en la personne de son ex- ministre des Finances. «Nous félicitons le Président Macky Sall d'avoir fait notre coordonnateur, la quatrième personnalité de l'État dans l'ordre protocolaire. Contrairement à certaines personnes qui pensent à une sanction, nous, nous le voyons comme une grande promotion et le président vient une fois de plus, de lui lancer un nouveau défi : celui de conquérir la diaspora qui a plébiscité Ousmane Sonko lors de la présidentielle du 24 février dernier. Après avoir relevé le défi de la victoire à Dakar avec un score plus que remarquable, le président a décidé une fois de plus de lui lancer un nouveau défi qui est de conquérir la diaspora qui non seulement est très représentative en terme d'électorat, mais aussi elle participe pour beaucoup de milliards dans le développement socio-économique du pays. Par conséquent si cela est une forme de sanction qu'on me le dise», a-t-elle fait savoir. Loin d'être ébranlés ou affectés, ces responsables Apr, restent mobilisés et entendent travailler pour la consolidation des acquis du parti afin de remporter haut la main des prochaines échéances. «Notre coordonnateur certes sera pas très disponible du fait de ses nouvelles tâches qui vont le contraindre à beaucoup voyager, néanmoins nous sommes-là, pour continuer le travail qu'il a entamé avec brio à Dakar particulièrement aux Parcelles assainies». Khady Diop et ses camarades restent plus que jamais mobilisés à accompagner leur coordonnateur Amadou Ba, car selon eux le meilleur est à venir.

Gawlo.net (avec Tribune)

SCISSION DU MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DU PLAN :

CHEVAUCHEMENTS IMPOSSIBLES

La Banque mondiale ne voit aucun inconvénient dans la séparation du ministère de l'Économie, des finances et du plan en deux entités. Interpellé sur cette décision du Président Macky Sall, Julio Ricardo Loayza, économiste principal du bureau de l'institution de Bretton woods au Sénégal, a dit que «cela semble avoir une certaine logique». Le fonctionnaire de la Banque mondiale intervenait en marge de la présentation de la dernière édition du rapport Africa's Pulse.

Dans le nouvel attelage gouvernemental, le ministère de l'Économie, des finances et du plan est scindé en deux entités différentes : ministère de l'Économie, du plan et de la coopération et le ministère des Finances et du budget. Cette séparation semble obéir à une logique, selon Julio Ricardo de la Banque mondiale pour le Sénégal. «L'expérience a permis de noter que la charge de travail dans le ministère de l'Économie, des finances et du plan était assez lourde. Cette séparation, le fait de penser d'abord à l'économie dans le sens de la croissance, à la participation du secteur privé, à la planification, au développement, et puis aux finances c'est-à-dire au budget, à l'équilibre budgétaire, doit être plus équilibrée, plus utile. Mais on verra, on ne connaît pas les priorités données à

Julio Ricardo Loayza, économiste principal du bureau de l'institution de Bretton woods au Sénégal

ces deux ministères mais cela semble avoir une certaine logique», a dit Julio Ricardo Loayza, économiste principal du bureau de la Banque mondiale au

Sénégal, en marge de la présentation de la 19e édition du rapport Africa's Pulse de l'institution de Bretton woods.

Aujourd'hui, le ministère de l'Économie, du plan et de la coopération est hérité par Amadou Hott. Banquier, ce dernier a été nommé Directeur général du Fonds souverain d'investissements stratégiques (Fonsis) en septembre 2013, avant d'être vice-président de la Banque africaine de développement (Bad).

S'agissant du ministère des Finances et du budget, ce département est confié à Abdoulaye Daouda Diallo, qui gère le ministère des Infrastructures, des transports terrestres et du désenclavement. Add n'est pas en terrain inconnu, car il a eu à diriger le ministère du Budget d'avril 2012 à septembre 2013. Ces deux nouveaux patrons du ministère de l'Économie, des finances et du plan, morcelé en deux départements, remplacent Amadou Ba, qui migre vers la Place de l'Indépendance et le ministère des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'extérieur.

Gawlo.net (avec Le Quotidien)

MORCELLEMENT DU MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES :

TENSIONS EN VUE À PEYTAVIN

La dernière fois que Macky Sall s'était avancé à morceler le ministère de l'Économie et des finances, cela s'était mal passé, et il avait dû opérer un rétropédalage en rase campagne. Il s'est retrouvé à gérer des querelles d'ego aussi bien que des problèmes de fonctionnement entre les deux départements de l'Économie et des finances, dirigé par Amadou Ba, à celui du Plan, confié alors à Abdoulaye Bibi Baldé, qui venait de quitter l'Agriculture.

Aujourd'hui que le ministre Amadou Ba migre vers la Place de l'Indépendance et le ministère des Affaires étrangères, pour laisser la place à Abdoulaye Daouda Diallo (Add), qui a eu à diriger le ministère du Budget à une époque, le président risque à terme, d'avoir à jouer les arbitres avec Amadou Hott.

On peut parier que les conflits de compétence naîtront très rapidement, déjà avec la publication du décret de répartition des services, quand chacun saura ce qui lui est dévolu. Et connaissant la mentalité de nos fonctionnaires, on peut imaginer que, si tous les services financiers, à savoir, le Trésor, les Impôts et Domaines, ainsi que la Douane devaient rester sous la tutelle d'Add, beaucoup de fonctionnaires des autres directions rechigneront à rejoindre les services de Amadou Hott. Cela, pour une raison toute simple : l'argent.

Bibi Baldé avait connu la même mésaventure au département du Plan. Des chefs de services lui avaient fait comprendre qu'il leur en coûtait énormément d'avoir à renoncer aux fameux fonds communs, qui leur permettaient d'arrondir fortement leurs fins de mois.

De plus, le ministère du Plan étant une création nouvelle dans le gouvernement, avait eu beaucoup de peine à se caser de manière décente. Et M. Baldé s'était plaint en privé de ce que son collègue de l'Économie et des finances ne lui facilitait pas la tâche. Ce conflit larvé s'était conclu de manière dramatique, quand l'Ansd, qui était sous la tutelle du ministère du Plan, avait publié les chiffres de la croissance pour 2013, les situant à 2,6%, au moment où la Dpee, qui émergeait au Mef, avait prévu un taux de 3,7%. L'énorme écart et le manque de cohérence entre les deux services avaient été attribués au fait que les deux n'avaient plus la même tutelle.

Il se dit que le Président Macky Sall se sentait un peu gêné de la toute-puissance qui était prêtée à son dernier ministre de l'Économie, des finances et du plan, ce qui expliquerait le retour de cet attelage hybride. Néanmoins, au-delà de la personne de Amadou Ba, on peut se demander si Macky Sall, ce faisant, pourra, en cas de conflit, larvé ou ouvert entre les deux fortes personnalités que sont Hott et Diallo, maintenir la cadence qu'il veut imprimer à ses réalisations.

Gawlo.net (avec Le Quotidien)

AKINWUMI ADESINA, PRÉSIDENT DE LA BAD :

«Amadou Hott sera un atout précieux pour le Président Macky Sall»

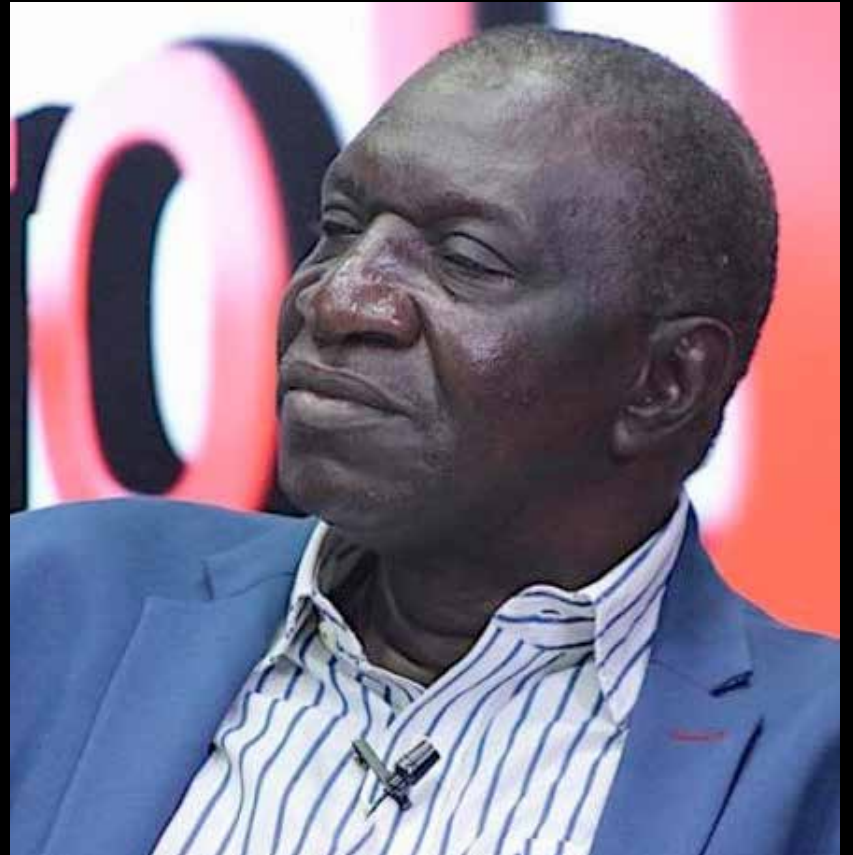
Nommé ministre de l'Économie, de la Planification et des Partenariats internationaux, Amadou Hott va quitter ses partenaires de la BAD. Il occupait jusque-là le poste de vice-président pour l'énergie, le climat et la croissance verte. Il manque déjà à la Bad.

« Je suis ravi de la nomination annoncée d'Amadou Hott. Il a accompli un travail remarquable en tant que vice-président de la Banque africaine de développement où il a contribué à positionner et gérer notre travail sur l'énergie, l'énergie et le climat, y compris plusieurs projets énergétiques novateurs et transformateurs », a dit Akinwumi Adesina, Président de la Banque africaine de développement (BAD). Cela fait suite à la nomination de M. Hott au poste de ministre de l'Économie, de la Planification et des Partenariats internationaux, par le Président de la République du Sénégal, Macky Sall. «Amadou a été un membre éminent du groupe de direction du groupe de la haute direction du Groupe de la Banque africaine de développement et a apporté d'immenses contributions. Il me manquera énormément, mais il sera certainement un atout précieux pour le cabinet du président Macky Sall, afin de l'aider à concrétiser sa vision d'une transformation plus rapide du Sénégal », a déclaré Adesina. Et d'ajouter : « Je suis convaincu qu'Amadou contribuera de manière significative à l'avancement du Sénégal et approfondira fortement l'excellent partenariat qui existe entre le Sénégal et la Banque africaine de développement ».

Gawlo.net (avec Libération)



DÉCÈS DE MOMAR SEYNI NDIAYE



Momar Seyni Ndiaye est décédé ce mercredi matin des suites d'une courte maladie à l'hôpital Le Dantec où il était hospitalisé depuis lundi 8 avril.

Momar Seyni Ndiaye a tiré sa révérence à la surprise générale. Non pas que l'homme était immortel, mais parce qu'il nous est apparu récemment pétillant d'idées. Il avait la finesse dans l'écriture et l'art de manier les mots avec fluidité. Ses analyses reposaient également sur du solide. Bref, il fut un esprit rigoureux dans la démarche et la pratique de son métier de journaliste.

Ancien grand-reporter du quotidien Le Soleil, il a officié à la Sones en tant que chargé de communication. Au quotidien national, justement, il a écrit les plus belles pages de ce journal à travers de grands reportages. L'homme était à l'aise dans tous les genres. Plutôt que d'aller se reposer après sa retraite de la Sones, il a continué à faire profiter de son savoir la jeunesse. Sa disponibilité et sa belle courtoisie ont été saluées par ceux qui ont pratiqué cet homme affable.

La levée du corps du journaliste Momar Seyni Ndiaye, décédé hier, est prévue ce matin à 10 heures à la morgue de l'hôpital Le Dantec de Dakar. La cérémonie sera suivie de la prière mortuaire qui sera effectuée à la mosquée Sacoura Badiane à Colobane et sera inhumé au cimetière musulman de Yoff.

JDJ présente à la presse et à la famille du défunt ses sincères condoléances et prie pour le repos de son âme.

LE TROISIÈME ŒIL

LA CHRONIQUE DE SOULEYMANE LY

Spécialiste en communication julesly10@yahoo.fr 776516505



GOVERNEMENT MACKY II LE TEMPS DU CHOIX

Le Président Macky Sall vient de dévoiler la liste de la nouvelle équipe gouvernementale et déjà, on sent en sourdine la colère des certains de ses souteneurs.

Parmi ceux qui étaient avec lui et qui n'ont pas été reconduits on peut lire dans leurs différents messages de remerciements des relents de divorce comme s'ils n'étaient liés à lui que pour un poste de ministre.

Pourquoi doivent ils se fâcher de ne pas être reconduit dans un gouvernement de 32 ministres dans un pays de près de 15 millions d'habitants où l'on peut trouver plus d'un million plus compétent qu'eux ? Sont-ils mieux nés que ces centaines de milliers de souteneurs de Macky Sall qui n'ont jamais eu à bénéficier d'un décret du Président ?

Je pense à ces hommes et ces femmes qui portent farouchement le combat de la coalition BBY sans même avoir, ne serait-ce qu'une fois, l'opportunité de serrer la main du Président. Nous en connaissons tous une kyrielle, de ces personnes qui ont mouillé le maillot sur le terrain pour la réélection de Macky Sall sans rien recevoir en retour si ce n'est la satisfaction de voir leur candidat réélu.

Aujourd'hui, certains montent au créneau parce que leur rêve de devenir ou de rester ministre est à l'eau. Cette colère risque de monter crescendo car après la nomination de ceux-là et celles-là qui vont occuper les postes de Direction libérés d'autres voix vont s'élever. Présentement ils sont nombreux à taire leur frustration tout simplement parce qu'ils se disent que tout n'est pas encore perdu « boudoul fii di feulé » « boudoul lii di leulé ». Passé ce moment, ce vent de rébellion qui souffle silencieusement dans les rangs de BBY

sera dévoilé au grand jour et risquera d'être porté par des gens proches du Président. Il faudra s'y préparer !

L'engagement politique est-il forcément lié à une sinécure ? Au Sénégal tout porte à le croire.

Nous qui pensions naïvement que le sentiment d'avoir été utile à son pays console de tout, on est aujourd'hui bien déçu de voir certaines personnes penser que l'on ne peut servir la nation qu'en étant ministre.

Maintenant à ceux-là qui sont choisis pour faire partie de l'équipe gouvernementale on leur demandera d'être lucides et d'apporter loyalement leurs pierres à l'édifice devant pour l'émergence du Sénégal. Ils doivent tous apprendre des erreurs de ceux qu'ils ont remplacés et être humbles à l'égard de ce peuple qui leur a tout donné. Ils doivent aujourd'hui mesurer toute la responsabilité qui pèse sur leurs épaules et prier Allah qu'IL les accompagne dans leur mission. Tous ces gens qui jubilent parce qu'un de leurs proches est nommé ministre ne sont pas tout simplement contents pour lui mais ils le sont principalement pour eux. Ils n'en dorment pas la nuit pensant intégrer enfin un cabinet ministériel. C'est de ces gens-là qu'il faut réellement se méfier car ils seront les premiers à décocher des flèches du genre « il a changé depuis qu'il est ministre », « il ne décroche plus son téléphone », « amoul been ndjeurign ».

Notre pays a besoin aujourd'hui d'hommes et de femmes qui comprennent les enjeux de l'heure et qui s'engagent à travailler résolument à son émergence.

Les maîtres mots doivent être : humilité, engagement et loyauté !

MOUHAMADOU MAKHTAR CISSE

DE LA SENELEC AU MINISTÈRE DU PÉTROLE

Après avoir fait ses preuves à la tête de la Senelec, Mouhamadou Makhtar Cissé hérite du très stratégique ministère sénégalais du Pétrole et de l'Énergie.

Alors que le Sénégal s'apprête à produire, dans les toutes prochaines années, ses premiers mètres cubes de gaz et ses premiers barils de pétrole, c'est Mouhamadou Makhtar Cissé, qui gère depuis quatre ans l'énergéticien public Senelec, qui a été choisi pour prendre la direction du stratégique ministère du Pétrole et de l'Énergie.

Arrivé à la Senelec en juillet 2015, l'ancien enfant de troupe, formé au prestigieux Prytanée militaire Charles-N'Tchoréré de Saint-Louis, où il obtient un baccalauréat littéraire, a réussi à redresser cette entreprise en quasi banqueroute, il y a quelques années.

En 2016, elle indiquait 30 milliards de F CFA de bénéfices, contre 12 milliards en 2015. Sous sa houlette et à la faveur d'importants investissements publics en partenariat avec les producteurs d'énergie indépendants dans le solaire et le thermique, le sous-secteur de l'énergie a enregistré des avancées notoires en matière de modernisation des infrastructures, de fourniture électrique, d'introduction d'énergies propres dans le mix énergétique, etc.

HOMME DE CONFIANCE DU PRÉSIDENT

Les capacités nationales de production ont ainsi atteint 1 130 MW en 2017, contre 573 MW en 2012. Avec pas moins de quatre centrales solaires aujourd'hui mises en service, l'un des principaux objectifs contenus dans le Plan d'actions prioritaires (PAP) 2016-2020, également dénommé Plan Yeessal 2020 (« réhabilitation », en wolof), élaboré par Mouhamadou Makhtar Cissé et son équipe est de parvenir à réduire à 8 % la part des produits pétroliers dans le mix énergétique national.

Ce plan dont le financement est estimé à plusieurs centaines de milliards de francs CFA, cible l'extension de la couverture réseau du pays et la baisse des tarifs d'électricité. Le technocrate quinquagénaire, natif de Dagana, dans la région de Saint-Louis, sera ainsi aux commandes de l'un des postes les plus importants du nouveau gouvernement de Macky II. Il est d'ailleurs réputé être un des hommes de confiance du président, dont il a brièvement dirigé le cabinet.



PREMIER DE LA CLASSE

S'il connaît bien le secteur de l'énergie, le pilotage des dossiers liés au pétrole et au gaz, sera, en revanche, nouveau pour lui. « Il ne tardera guère à trouver ses marques, c'est un homme de dossiers », confie un de ses proches à Jeune Afrique.

Formé à l'université Cheikh-Anta-Diop de Dakar, où il obtient un diplôme en droit des affaires, Cissé a enfilé pendant un moment la robe d'avocat avant d'entrer à l'École nationale d'administration et de magistrature (Enam, aujourd'hui ENA), où est formée l'élite de l'administration sénégalaise.

Au bout de deux ans, il obtient le diplôme d'inspecteur des douanes, major de sa promotion. Il gravit un à un les échelons de cette administration jusqu'à en devenir le directeur général pendant trois ans (entre 2010 et 2013). En juillet 2013, il entre au gouvernement en tant que ministre délégué chargé du Budget dans le gouvernement d'Aminata Touré. Il a également servi pendant huit ans la très respectée Inspection générale d'État (IGE), un organisme de contrôle logé à la présidence de la République et qu'il a intégré sur concours en 2002 – et d'où il est arrivé premier.

LA DERNIÈRE B.A. DE MAKHTAR !

AUX AGENTS DE LA SENELEC :

«Ce n'est pas parce que certaines populations n'ont pas beaucoup de moyens qu'il faut les oublier»

Profitant de la cérémonie de remise de 200 compteurs Woyofal aux familles démunies de Joal Fadiouth, Makhtar Cissé a donné ses dernières recommandations aux agents de la Senelec. Il leur a demandé d'aller chercher les populations démunies incapables de tendre la main, du fait de leur dignité.

« Il faut aller chercher les populations qui, malgré leur pauvreté, vivent dans la dignité et refusent de tendre la main », a lancé le tout nouveau ministre de l'Énergie et du Pétrole à ses anciens collaborateurs. Avant d'ajouter que : « ce n'est pas parce qu'ils n'ont pas beaucoup de moyens qu'il faut les oublier. Les temps peuvent être difficiles pour certaines familles qui n'ont pas beaucoup de moyens parce qu'elles ne peuvent pas rassembler une somme globale pouvant dépasser 200.000 fcfa pour accéder à l'électricité »

BIENTÔT

AFRIQUE **ICÔNE**

Mars 2019
Le magazine de Référence de toutes les générations | Tél: 0650-4609 - n° 120
1.000 CFA - Afrique 2.000 F
+ Europe 8 euros + Amérique 15\$

NOUVEAU PRIX 1000 FR\$

LE GLAMOUR EST AUSSI DANS LA PRESSE

ANOUCHKA

BIJOUX PATA

FAMA THIOUNE

POUR VOS INSERTIONS 77 503 00 10 - 33 827 33 31